



10 décembre 2013

(13-6789)

Page: 1/2

Comité des licences d'importation

Original: anglais

## RÉGIME DE LICENCES D'IMPORTATION DE L'ARGENTINE

### QUESTIONS POSÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE À L'ARGENTINE AU SUJET DE SA NOTIFICATION ANNUELLE (G/LIC/N/3/ARG/11)

La communication ci-après, datée du 26 novembre 2013, est distribuée à la demande de la délégation de l'Union européenne.

Il est fait référence ici à la notification relative aux licences d'importation de l'Argentine (G/LIC/N/3/ARG/11) du 24 septembre 2013.

Avant de poser des questions précises, l'UE souhaite faire quelques remarques générales.

La "déclaration sous serment concernant la composition des produits" (DJCP) existe depuis longtemps en Argentine. L'Argentine a décrit pour la première fois la DJCP comme un régime de licences d'importation automatiques dans sa notification présentée en février 2002 et distribuée aux Membres sous la cote G/LIC/N/3/ARG/2/Add.1 le 6 mars 2002. Par la suite, dans une notification présentée en 2006, l'Argentine a indiqué que la DJCP était "*un certificat d'importation approuvé dans tous les cas selon l'ordre chronologique de dépôt des demandes et dans un délai minimal de deux jours et maximal de dix jours*". Ces caractéristiques ont été confirmées dans les notifications présentées pour les années 2008 à 2010.

La situation a commencé à changer à partir de la notification G/LIC/N/3/ARG/10, distribuée le 29 janvier 2013, qui concerne l'année 2012. Les modifications sont encore plus nettes dans la notification dont il est question ici (G/LIC/N/3/ARG/11), distribuée le 24 septembre 2013.

D'après sa dernière notification (G/LIC/N/3/ARG/11), l'Argentine continue de qualifier la DJCP de régime de licences automatiques malgré le fait que le régime a beaucoup changé au fil des années.

D'après la notification G/LIC/N/3/ARG/11, l'Argentine a adopté la Résolution n° 248/13 qui établit de nouvelles règles pour l'utilisation de la DJCP aux fins de l'importation de marchandises. Pourtant, dans sa notification, l'Argentine ne mentionne pas la mesure réglementaire qui a été adoptée aux fins de l'application de cette résolution, à savoir la Résolution n° 99/2013 adoptée en juin 2013.

D'après les renseignements publiés sur le site Web du Ministère de l'économie ("[http://www.oficinascomerciales.es/icex/cda/controller/pageOfecomes/0.5310.5280449\\_5282957\\_5284971\\_4698070\\_AR.00.html](http://www.oficinascomerciales.es/icex/cda/controller/pageOfecomes/0.5310.5280449_5282957_5284971_4698070_AR.00.html)"), la Résolution n° 99/2013 établit une nouvelle procédure de contrôle administratif concernant la DJCP pour l'importation de vêtements, accessoires et chaussures. Avant l'entrée en vigueur de la Résolution n° 99/2013, les importateurs étaient tenus de présenter une DJCP directement aux autorités douanières avec les autres documents requis. Dans le cadre des nouvelles mesures, les importateurs doivent remplir la DJCP sous forme électronique dans le cadre du Système intégré du commerce extérieur (SISCO). La déclaration est ensuite enregistrée et examinée par plusieurs entités gouvernementales associées au système. Ces entités peuvent introduire dans le système des "observations" concernant la déclaration; l'état de la déclaration devient alors "faisant l'objet d'observations". Tant que ces observations n'ont pas été retirées, l'importation ne peut pas avoir lieu.

---

Au vu de ce qui précède, et faisant référence à la notification de l'Argentine G/LIC/N/3/ARG/11, nous aimerions que l'Argentine réponde aux questions suivantes:

1. Pourquoi l'Argentine ne mentionne-t-elle dans sa notification que la Résolution n° 243/2013, et pas la Résolution n° 99/2013 qui semble être une mesure d'application y afférente?
  2. Quel est l'objectif administratif de la DJCP sous sa forme actuelle? D'après la notification (paragraphe 4), "[l]e régime ne vise pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations. Ses objectifs sont énoncés dans les prescriptions pertinentes". L'Argentine pourrait-elle présenter toutes les prescriptions pertinentes qui énoncent toutes les obligations que les importateurs doivent remplir afin de satisfaire aux prescriptions du régime de licences d'importation DJCP?
  3. L'Argentine pourrait-elle expliquer pourquoi la DJCP est considérée comme un régime de licences d'importation automatiques alors qu'il est indiqué au point 7.a) de la notification que l'importation de marchandises est soumise à approbation?
  4. D'après la notification (paragraphe 2), la DJCP vise les produits mentionnés dans la Résolution n° 850/1996. En vertu de l'article 5:2 a) de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, la notification doit inclure la liste des produits soumis aux procédures de licences. L'Argentine pourrait-elle présenter une liste détaillée et à jour des produits soumis aux procédures de licences?
  5. L'Argentine pourrait-elle préciser combien de temps avant l'importation effective la demande de licence doit être déposée? Des licences peuvent-elles être obtenues dans un délai plus court? L'Argentine pourrait-elle indiquer explicitement si une licence peut être accordée immédiatement sur demande? (Il est fait référence aux questions 7.a et 7.b du questionnaire figurant dans le document G/LIC/3.)
  6. L'Argentine pourrait-elle préciser s'il est possible actuellement que la procédure relative à la DJCP prenne plus de dix jours, et sur quelle base légale? Dans l'affirmative, quelle est la disposition pertinente? L'Argentine peut-elle démontrer que la procédure relative à la DJCP respecte les délais établis dans l'Accord sur les procédures de licences d'importation (au maximum dix jours ouvrables pour les licences d'importation automatiques)?
  7. D'après la notification, la durée de validité des DJCP est de 360 jours échus, à compter de la date de délivrance, et aucune prorogation n'est prévue. L'Argentine pourrait-elle indiquer dans quelles circonstances les DJCP ne peuvent pas être prorogées? Pourrait-elle indiquer également au titre de quelles dispositions de l'Accord sur les procédures de licences d'importation ce refus serait justifié?
  8. L'Argentine pourrait-elle préciser quelles dispositions de sa législation dispensent de l'obligation de répéter la procédure de déclaration avant chaque importation pendant la durée de validité de cette "licence" (soit 360 jours)?
  9. La Résolution n'indique pas dans les circonstances qui font que l'état d'une déclaration est "accepté" ou "faisant l'objet d'observations", et ne fixe pas non plus d'échéance précise pour l'adoption d'une telle décision par les autorités compétentes. L'Argentine pourrait-elle expliquer en détail à quoi correspondent les états "acceptés" et "faisant l'objet d'observations", c'est-à-dire expliquer les conséquences de chaque état pour les importateurs – ainsi qu'une liste complète des critères qu'un importateur doit remplir pour que sa déclaration soit considérée comme "acceptée".
  10. Depuis l'entrée en vigueur des Résolutions n° 243/2013 et 99/2013, la DJCP pour les marchandises importées doit être présentée dans le cadre du système douanier électronique SISCO, alors que les marchandises produites localement ne sont pas soumises à la présentation d'une demande par voie électronique avant de pouvoir être mises sur le marché. L'Argentine peut-elle démontrer la neutralité de l'application du régime de licences d'importation au regard de l'article 1:3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation?
-